

Invitation aux investisseurs français

Les entreprises françaises doivent investir massivement au Canada et se servir de ce gigantesque tremplin pour mieux pénétrer le marché américain. C'est le message qui a été transmis à leur intention, le 15 octobre à Paris, par des membres du gouvernement fédéral et plusieurs hommes d'affaires canadiens.



M. André Bissonnette

En effet, le ministre d'État aux Petites et moyennes entreprises, M. André Bissonnette, a effectué récemment, avec un groupe de gens d'affaires un séjour d'une semaine en France. La délégation commerciale avait pour but de susciter des liens économiques plus étroits entre nos deux pays.

Au cours de son voyage, le ministre a rencontré des hauts fonctionnaires, des gens d'affaires, des investisseurs potentiels et des membres de l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD). Leurs discussions ont porté entre autres sur les nouvelles politiques du gouvernement canadien en matière d'investissements étrangers, ainsi que sur les mesures fiscales récemment adoptées ici en vue d'aider les petites entreprises.

M. Bissonnette a participé au séminaire sur la coopération industrielle organisé par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Il était alors accompagné du président d'Investissement Canada, M. Paul Labbé, et d'une délégation de gens d'affaires.

Dans une allocution prononcée à cette occasion le ministre a souligné le rôle important que jouent les décideurs français dans les échanges commerciaux et les investissements qui lient nos deux pays. À cet égard, le Canada vient de mettre au point une nouvelle politique de coopération qui vise à redonner aux entreprises leur dynamisme et à ouvrir la porte aux investisseurs étrangers.

Le ministre a poursuivi en ces termes : « Nous croyons aux vertus du commerce comme facteur de progrès et nous cherchons à stimuler nos relations commerciales avec tous les pays et surtout la France que nous souhaiterions être plus présente dans notre pays. »

L'opération de promotion engagée en direction des patrons français par le gouvernement fédéral n'est sans doute pas inutile, compte tenu du niveau plutôt modeste des investissements de la France au Canada : 1,25 milliard de dollars canadiens en 1984, soit le sixième rang, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, la République fédérale allemande, les Pays-Bas et le Japon.

Du côté des échanges commerciaux, malgré de bonnes performances des exportateurs français en 1984, le Canada est le 14^e client et le 21^e fournisseur de la France. En effet ses ventes en France ne dépassent guère 1 % de l'ensemble de ses exportations.

La mission canadienne s'est ensuite rendue à Fontainebleau, à Lyon, à Marseille, à Aix-en-Provence et au parc d'activités de Valbonne Sophia Antipolis pour rencontrer des gens d'affaires et des dirigeants de petites et de moyennes entreprises.

Coopération économique avec la région du Pacifique

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a pris la parole le 4 octobre à Toronto, lors de la réunion inaugurale du Comité national de la coopération économique avec la région du Pacifique. M. Clark avait déjà annoncé son intention de créer ce Comité « Ouverture sur le Pacifique ».

Ce Comité tripartite, que préside M. Eric Trigg, premier vice-président d'Alcan Limitée, est formé de représentants du secteur privé, des milieux universitaires et du gouvernement. Dans son discours, le ministre a exposé le mandat de cet organisme : rattacher le Canada au processus de la coopération économique avec la région du Pacifique, et préparer la Conférence sur la coopération économique avec la région du Pacifique qui doit avoir lieu à Vancouver du 16 au 19 novembre 1986.

M. Clark a fait observer que cette dernière fonction revêt une importance considérable parce que le Comité national accueillera les représentants d'organismes analogues de toute la région du Pacifique.

Le ministre a conclu en déclarant que la création du Comité tripartite et la Conférence de Vancouver marquaient une autre étape importante dans le renforcement des liens du Canada avec les pays de cette région.



Joe Clark

Vidéo contre le tabac

Le gouvernement canadien vient d'annoncer une campagne de 1,5 million de dollars contre le tabagisme. Le ministre canadien de la Santé, M. Jake Epp, a aussi indiqué qu'à partir du 1^{er} janvier 1986, l'usage du tabac chez les employés de son ministère sera limité à certains locaux séparés des lieux de travail proprement dits.

Il en coûte 6 milliards de dollars en soins de santé pour combattre les effets du tabagisme, tandis que l'industrie ne rapporte que 3 milliards de dollars en revenus.

Le programme national de lutte contre le tabagisme, vise surtout à rejoindre les jeunes et prendra la forme d'un vidéo rock, qui sera diffusé sur les ondes dès cet automne.

La consommation de tabac tend à diminuer chez l'ensemble des Canadiens, mais elle demeure élevée chez les adolescents.

Photos Actualité Congrès



M. Bissonnette (à droite) participe en compagnie du président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, M. Jérôme Monod, au séminaire sur la coopération industrielle.